



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires  
Service environnement eau et forêt

Unité des procédures environnementales

N°DDPP 31-2019-1961

**Arrêté modifiant l'arrêté préfectoral portant autorisation à la société AFRICAN SAFARI d'exploiter au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement un établissement fixe de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques sur le territoire de la commune de Plaisance du Touch.**

00 93

Le préfet de la région Occitanie  
préfet de la Haute-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment ses articles L. 511-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère et relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 14 février 2018 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 95 du 05 août 2009 portant autorisation d'exploiter un établissement fixe de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques sur le territoire de la commune de Plaisance du Touch (31 830) ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif du 8 octobre 2018 concernant la modification de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°95 du 5 août 2009 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif du 03 avril 2018 concernant la modification de l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 5 août 2009 et plus précisément la gestion des effluents solides d'élevage ;

Vu le porter à connaissance en date du 17 octobre 2017 complété le 11 février 2019 relatif à la mise en place des visites « coulisses » et visites « soigneur d'un jour » au sein du parc zoologique d'une part ;

Vu le porter à connaissance du 26 mai 2016 d'autre part ;

Vu les rapports et l'avis de l'inspection des installations classées sur la recevabilité des porters à connaissance en date du 27 novembre 2017 et du 16 avril 2019 ;

Considérant que le parc dispose d'une expérience avérée et des compétences confirmées dans l'entretien en vue de la présentation au public d'espèces de la faune sauvage ;

Considérant que le parc dispose d'une personne titulaire du certificat de capacité pour la présentation au public des espèces détenues ;

Considérant le respect des mesures imposées par la réglementation dans le cadre de la préservation du bien-être animal, des intérêts de la protection de la nature et de la sécurité des visiteurs ;

Considérant que les modifications apportées ne sont pas substantielles ;

Considérant que les mesures prises par l'exploitant de cette installation, dans les conditions actuelles, permettent de maîtriser les dangers ou inconvénients relatifs aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant par un courrier en date du 29 avril 2019, notifié le 2 mai 2019, et qu'il n'y a pas été apporté d'observations ;

Sur proposition du secrétaire général de la Haute-Garonne ;

Arrête :

## **TITRE 1 : PORTÉE de l'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

**Art. 1<sup>er</sup>.** : L'annexe de l'arrêté préfectoral n° 95 du 05 août 2009 est modifiée et remplacée par l'annexe du présent arrêté.

**Art. 2** : L'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 95 du 05 août 2009 susvisé est modifié comme suit :

### **« ARTICLE 7 : ORGANISATION GÉNÉRALE**

L'effectif du personnel est en permanence suffisant pour permettre la mise en œuvre du présent arrêté.

Un organigramme fonctionnel et hiérarchique ainsi que la liste des titulaires des certificats de capacité sont tenus à la disposition des agents de l'administration en charge du contrôle.

Le personnel est formé au maniement des matériels de lutte contre l'incendie disponibles sur le site et détient une attestation de formation aux premiers secours.

L'exploitant élabore et fait respecter un règlement intérieur, un règlement de service et un plan de secours.

Des procédures écrites fixant les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses sont établies dans le cadre du règlement de service.

Des procédures écrites fixant les conditions des visites « coulisses » et « soigneur d'un jour » sont établies dans le cadre du règlement de service.

Un document unique d'évaluation des risques encourus par le personnel, prévu par les articles L. 230-2 et R. 230-1 du code du travail est établi et mis à jour en tant que de besoin. »

**Art. 3** : L'article 14 de l'arrêté préfectoral n° 95 du 05 août 2009 susvisé est modifié comme suit :

### **« ARTICLE 14 : DANGERS LIES AUX ANIMAUX**

#### **14.1- Généralités**

Les clôtures sont adaptées aux animaux qu'elles doivent retenir et protègent efficacement le public. Elles sont quotidiennement inspectées et entretenues en tant que de besoin. Les arbres sont

examinés régulièrement, débarrassés des branches susceptibles de favoriser la fuite d'un animal dangereux, d'une espèce exotique envahissante ou d'endommager la clôture.

En cas de besoin un fusil hypodermique et des produits anesthésiques, sous le contrôle du vétérinaire du parc, sont à la disposition du personnel formé à leur utilisation.

Une carabine de chasse de fort calibre est entreposée dans le local technique à l'entrée du parc. Comme tous les locaux techniques, il n'est pas accessible au public. L'utilisation de cette arme, en cas d'absolue nécessité, est confiée à des personnes formées et habituées au maniement de ce type d'arme et titulaires d'un permis de chasse.

#### 14.2- Circulation du public dans les enclos et volières

La circulation du public dans les lieux où sont hébergés ou circulent des animaux n'est possible que si les risques pour la sécurité et la santé des personnes sont prévenus par la mise en place d'installations, de conditions adaptées et de procédures adaptées.

De telles présentations ne sont possibles que si elles n'occasionnent aucune perturbation du bien-être des animaux. Les lieux où circule le public sont précisément délimités et matérialisés afin de les séparer et de les distinguer des lieux réservés aux animaux.

Une surveillance, proportionnée à la nature des risques à prévenir, est organisée.

Le comportement des animaux est observé régulièrement et les animaux agressifs sont écartés de telles présentations.

Les animaux présentés étant susceptibles de transmettre des maladies aux personnes, une prévention de ces risques est organisée. Elle comprend un contrôle régulier de l'état de santé des animaux, accompagné de tests de dépistage des maladies transmissibles, de vaccinations en tant que de besoin, préconisés par le vétérinaire de l'établissement.

Des indications informent le public des règles qu'il doit respecter, notamment de l'interdiction de s'écarter des lieux qui lui sont réservés et des risques présentés par certains comportements ou attitudes des animaux.

Le responsable de l'établissement ou tout autre personne qu'il délègue, doit interdire l'entrée du public dans les lieux où sont hébergés les animaux dès lors qu'un incident intervenu dans ces lieux, un nombre de visiteurs trop important ou un comportement du public non conforme au règlement intérieur de l'établissement risque de mettre en péril la sécurité des personnes ou celle des animaux.

#### 14.3- Présentation d'animaux en enclos inaccessibles au public

La visite de la Réserve s'effectue en voiture. Des panneaux indiquent clairement aux visiteurs l'interdiction formelle de s'arrêter, de descendre des véhicules et de baisser les vitres de leur voiture.

#### 14.4 Visite à pied du parc zoologique

Toute mesure devra être prise afin d'éviter tout contact entre le public et les animaux conformément aux dispositions de l'arrêté du 25 mars 2004 susvisé.

#### 14.5 Mesures spécifiques aux visites « soigneurs d'un jour »

L'exploitant s'engage à respecter et à faire respecter les procédures spécifiques des visites « soigneur d'un jour » (détenteur de VIP PASS ou visites réservées aux associations).

Il assure une formation spécifique au personnel accompagnant en charge de ces visites.

#### 14.6- Fuite des animaux

Dans le but de préserver la biodiversité, les écosystèmes, la faune et la flore ainsi que tout risque lié aux animaux dangereux et aux espèces exotiques envahissantes, il est strictement interdit de relâcher les espèces détenues dans le milieu naturel.

Toutes les précautions sont prises pour prévenir la fuite d'animaux et l'introduction d'organismes nuisibles extérieurs. »

**Art.4 :** L'arrêté préfectoral modificatif du 8 octobre 2018 relatif à la modification de l'annexe de l'arrêté préfectoral n° 95 du 05 août 2009 est abrogé.

**Art. 5 :** Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

**Art. 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental des territoires et le maire de Plaisance-du-Touch sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la présidente de la société African Safari.

Toulouse, le 06 JUIN 2019

Pour le Préfet  
et par délégation,

Le Secrétaire Général

Jean-François COLOMBET

## ANNEXE AU PROJET D'ARRÊTE PREFECTORAL n°2019-1961



Ordres et/ou Familles d'animaux détenus	Nombre maximal d'animaux maximum autorisés
<b>REPTILES</b>	
Boidae	6
Lacertilia (infra-ordres : Gekkota, Iguania, Scincomorpha et Platynota)	15
Testudinidae	30
<b>OISEAUX</b>	
Struthionidae	20
Dromaiidae	8
Rhedeidae	15
Pelecanidae	20
Ardeidae et Threskiornithidae	40
Ciconiidae	8
Phoenicopteridae	30
Alcedinidae	10
Anatidae	100
Anhimidae	10
Falconidae	8
Accipitridae et Cathartidae	4
Strigiformes	15
Gruidae	20
Cacatuidae et Psittacidae	225
Corvidae	10
Columbidae	16
<b>MAMMIFERES</b>	
Macropodidae	80
Lemuridae	24
Callithricidae	40
Cebidae	25
Cercopithecidae	60
Hominidae	
Rodentia : - sous-ordre des Hystricomorpha : familles des ctenodactylidae, caviidae, chinchillidae, cuniculidae, dasypsectidae, erethizontidae, hystricidae, octodontidae - sous-ordre des myomorpha - sous-ordre des sciuromorpha : famille des sciuridae, gliiridae	50



# Feuille1

Lagomorpha	20
Canidae	15
Hyaeniadae	15
Herpestidae	35
Felidae	40
Ailuridae	4
Pinnipedia	8
Equidae	25
Tapiridae	4
Rhinocerotidae	4
Hippopotamidae	5
Camelidae	30
Cervidae	25
Bovidae	300
Giraffidae	10
Elephantidae	6
Suidae	15
Procyonidae : genre Nasua	15

